

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Je représente ici un pays dont les rivages sont baignés par une mer aussi belle que fragile, un pays qui a depuis longtemps compris que, comme tout autre, son avenir dépendait de celui de la Planète, de son climat, de ses équilibres.

Je n'évoquerai donc pas ici les seuls intérêts d'un territoire, d'une région ou d'un continent. Je me préoccupe en effet de toutes les régions, de toutes les mers, de toutes les espèces vivantes aujourd'hui menacées par le réchauffement climatique, en un mot de l'humanité tout entière, qui fait face à un péril dont elle est responsable.

Le réchauffement actuel n'est pas un aléa de la longue histoire climatique de la Terre. Il est la conséquence d'erreurs et d'excès, de l'indifférence que, par ignorance ou par aveuglement, l'humanité a trop longtemps manifestée à l'égard de son environnement.

C'est pourquoi il nous impose bien plus que des ajustements.

Face à cette réalité, nous n'avons d'autre choix que de remettre en cause bon nombre de principes et d'habitudes sur lesquels nous avons jusqu'ici fondé notre développement.

Reconnaître la dépendance de l'homme à l'égard de son environnement, affirmer la nécessité de transmettre à nos enfants une Planète aussi préservée que possible, cela impose de réinventer nos modes de déplacement, la façon de nous nourrir et de produire, voire certaines formes de gouvernance.

Pour lutter contre le changement climatique et tenter de le limiter, il nous faut œuvrer tous ensemble.

Quelle que soit leur situation géographique, économique ou politique, tous les Etats doivent aujourd'hui prendre en considération (l'intérêt) supérieur de l'humanité).

Alors que se profilent la Conférence de Lima, puis celle de Paris, qui sera sans doute l'une des dernières occasions de prendre les décisions permettant de maintenir le réchauffement de la Planète à un niveau supportable, il y a là une urgence impérieuse. Pour sa part, mon pays communiquera au début de l'année 2015 sa contribution nationale.

Pour changer en profondeur la manière de vivre de milliards d'humains et inventer un nouveau modèle énergétique, les Etats doivent également s'appuyer sur les forces des sociétés civiles, ainsi que sur le secteur privé qui, par sa capacité d'invention, joue aujourd'hui un rôle déterminant dans la mise en œuvre d'une économie décarbonée.

Je pense au développement d'énergies renouvelables provenant, notamment, de la mer, comme nous le pratiquons de longue date à Monaco, avec les pompes à chaleur. Le développement des énergies renouvelables est encore trop limité. Il doit donc être soutenu par des politiques publiques déterminées.

Je pense aussi à l'amélioration de l'efficacité énergétique, thématique sur laquelle mon pays est mobilisé avec des partenaires privés, et obtient d'ores et déjà des résultats probants.

C'est en dépassant nos intérêts particuliers que nous provoquerons les évolutions indispensables.

Cela implique d'accepter de tenir des engagements clairs sur des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Monaco, qui a tenu ses engagements dans le cadre de la première période du protocole de Kyoto, poursuit de façon soutenue ses efforts pour réduire ses émissions carbonées de 30% en 2020 par rapport à 1990 et s'est fixé pour 2050 l'objectif de les réduire de 80 %. Je sais que de nombreux autres pays ont eux aussi engagé des efforts importants dans cette perspective mais ils seront de peu d'utilité s'ils restent isolés. C'est pourquoi nous devons y travailler ensemble, dans la sincérité et la solidarité, en contribuant par exemple au fonds vert sur le climat, ce que fera la Principauté de Monaco.

Je voudrais enfin dire un mot d'une problématique trop souvent négligée et pourtant directement liée à l'évolution du climat, à savoir la situation des océans. Ces régulateurs thermiques planétaires indispensables sont également victimes de nos émissions de gaz à effet de serre qui provoquent leur inquiétante acidification.

Pour mieux les protéger, nous devons coopérer plus largement, que ce soit pour l'ouverture de négociations en vue de la gestion durable de la haute mer dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer, ou par l'adoption d'un objectif de développement durable pour l'océan mondial.

Nous ne pourrions en effet trouver des solutions pérennes de nature à préserver efficacement notre Planète que dans le cadre qui nous réunit aujourd'hui, celui des Nations Unies, seules aptes à faire de la défense du climat un combat universel, cohérent et efficace, (dans l'intérêt supérieur de l'humanité) qui nous concerne tous.

Je vous remercie.